

7 juillet 2015 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse de M. François Hollande, Président de la République, sur la Grèce et la Zone euro, à Bruxelles le 7 juillet 2015.

LE PRESIDENT : Mesdames, Messieurs, cette réunion du Conseil de la zone euro était nécessaire. Elle était même indispensable, après le vote des Grecs, après le référendum de dimanche. Il y avait nécessité de reprendre le dialogue et de rétablir la confiance.

L'enjeu c'est de savoir la place de la Grèce dans l'Union européenne et donc dans la zone euro. La France veut que la Grèce reste dans la zone euro et elle travaille pour y parvenir. Néanmoins, la réponse, c'est d'abord aux Grecs de la faire et je ne parle pas de ce qui a été dit à l'occasion du référendum et de l'interprétation, je parle de ce que les partis politiques démocratiques grecs veulent et ils l'ont exprimé et ils veulent que la Grèce reste dans la zone euro. Des propositions doivent être faites dès demain matin et ensuite elles devront être précisées dans le cadre d'un programme à moyen terme, accompagné d'une demande d'aide à court terme pour jeudi.

L'Eurogroupe aura à s'en saisir ce que j'appelle l'Eurogroupe c'est la réunion des ministres des Finances de la zone euro et à examiner ces propositions dans le cadre de ce nouveau programme samedi. Une réunion des chefs d'Etat et de gouvernement sera donc possible dimanche.

Si je devais résumer l'enjeu, je l'ai dit, la Grèce dans la zone euro mais ce n'est pas simplement le problème de la Grèce c'est l'avenir de l'Europe, sa conception, c'est-à-dire aussi ce qu'elle est capable de porter comme projet, ce qu'elle est capable d'entraîner pour les peuples, c'est-à-dire une confiance. Si je devais résumer je dirai qu'il y a trois principes aujourd'hui qui doivent nous guider : la responsabilité, cela vaut d'abord pour les Grecs mais cela vaut aussi pour chaque pays qui doit savoir ce qu'il a à faire. Second principe c'est la solidarité, c'est ainsi qu'est fondée la zone euro et l'Union européenne, mais pour qu'il y ait de la solidarité il faut qu'il y ait de la responsabilité. Enfin le troisième principe c'est la rapidité parce qu'il y a eu plusieurs mois qui ont été consacrés à des discussions dans le cadre de la prolongation d'un programme qu'importe les formules techniques mais aujourd'hui il n'y a plus de temps à perdre. Il était donc très important pour la France que le calendrier soit très clairement fixé ce soir, c'est le cas. Mercredi, la Grèce fait ses propositions dans le cadre d'une demande d'aide. Jeudi, elle précise ses propositions dans le cadre d'un programme de moyen terme et l'Eurogroupe statue sur ces propositions avant que les chefs d'Etat et de gouvernement aient à le faire le cas échéant.

Voilà, Mesdames, Messieurs, ce que moi je retiens de ce Conseil de la zone euro. C'est vrai qu'il n'y a pas eu de décision, il ne pouvait pas y en avoir, il s'agissait simplement de tirer les leçons du référendum, savoir si c'était la fin du processus ou l'ultime moment qui permettait d'en sortir. Est-ce qu'un accord est encore possible ? Je réponds oui mais il faudra qu'il n'y ait non seulement pas de perte de temps. Je sais ce que le peuple grec subit en ce moment faute de liquidités mais je sais aussi ce qu'est la nécessité des règles européennes. Nous sommes dans un ensemble, c'est pour en respecter les principes et les obligations, et donc il faut qu'il y ait cette prise de décision, cette responsabilité et ce calendrier. Il fallait aller vite, il faudra aller vite pour qu'il y ait pour l'ensemble du monde une zone euro capable de prendre une décision.

Ce n'était pas le temps ce soir. Ce soir c'était un calendrier, la décision devra être prise, la France travaillera jusqu'à samedi, voire jusqu'à dimanche pour que cette décision soit conforme à nos intérêts, nos intérêts d'Européens, nos intérêts économiques, financiers, nos intérêts politiques aussi, notre conception de l'Europe et donc la France ne ménagera pas sa peine jusqu'au bout pour chercher un accord. Après, c'est la responsabilité et responsabilité des Grecs

jusqu'au bout pour chercher un accord. Après, c'est la responsabilité et responsabilité des Grecs, je l'ai dit, responsabilité des pays de la zone euro. La France aura tout fait pour que cette conception que ceux qui ont créé la zone euro, ceux qui l'ont consolidée ensuite, ceux qui ont voulu cette Europe puisse prévaloir.

Je suis prêt à répondre à vos questions.

Journaliste : Oui, bonsoir Monsieur le Président. On parle dans cette période incertaine de financement pour la Grèce en attendant un accord de financements possiblement bilatéraux d'Etats de la zone euro pour aider la Grèce à passer un certain cap. Est-ce que la France pourrait envisager avec d'autres partenaires de financer ce petit moment où la Grèce pourrait avoir besoin de liquidités ?

LE PRESIDENT : Moi je n'ai pas entendu parler de cette procédure et c'est à travers les institutions européennes que cette solidarité doit s'exercer. La Banque Centrale Européenne est indépendante, vous le savez, mais elle a pris des décisions qui sont conformes à ses missions et à ses obligations et je sais qu'elle assurera jusqu'à dimanche en tout cas dans des conditions extrêmement difficiles la liquidité minimale pour la Grèce.

Journaliste : Pour bien comprendre et rendre tout à fait concret ce qui est en train de se passer donc on a entendu le calendrier, cela veut dire que le Sommet de dimanche prochain actera effectivement l'ouverture de négociations ou que ces négociations finalement ne sont pas possibles sur la base des nouvelles propositions grecques et dans ce cas-là effectivement on rentrerait à nouveau dans l'inconnue et vers le « Grexit » ?

LE PRESIDENT : Parlons clairement. Les propositions grecques doivent être formulées de manière précise pour jeudi dans le cadre de ce programme qui doit être un programme à deux ans pour que nous ne revenions pas sans cesse ce qui est insupportable pour les Grecs mais insupportable aussi pour les Européens à la table du Conseil européen sur la question du soutien de la Grèce. Il est donc très important qu'il y ait un programme qui donne de la visibilité et qui soit donc forcément avec des conditions, avec des obligations, avec des réformes qui devront être engagées. C'est cela qui devra être précisé par les Grecs. Puis sur cette perspective de deux ans, il y aura une aide aussi à court terme qui devra être accordée avec des conditions et, pour valider ce schéma, c'est l'Eurogroupe c'est-à-dire la réunion des ministres des Finances européens qui en décidera. Ensuite, si c'est nécessaire, et cela peut l'être, le Conseil des chefs d'Etat et de gouvernement.

Mais c'est vrai que s'il n'y avait pas d'accord, et c'est là que les conséquences sont graves. S'il n'y avait pas d'accord, il y aurait forcément la recherche d'une autre option. Ce n'est pas là-dessus que la France travaille mais la France est obligée aussi d'envisager cette option qui n'est pour nous pas une solution mais qui serait une conséquence, d'où l'importance que j'attache à la réalisation de l'accord et d'où la hauteur de responsabilité qui doit être celle, je l'ai dit, des autorités grecques mais aussi des membres de la zone euro. Des 18 autres. Nous sommes dans une période cruciale non pas parce que le référendum en aurait décidé, non, mais parce que nous sommes au bout d'un processus.

Il n'est plus possible de prolonger le programme précédent. Il faut donc qu'il y ait un nouveau programme d'aide à la Grèce et ce programme doit être défini pour qu'effectivement vous avez employé le mot les négociations, puissent se faire et, pour certains pays, je pense à l'Allemagne mais pas simplement l'Allemagne il y aura un processus parlementaire.

Demain d'ailleurs, l'Assemblée nationale aura un débat sur la question de la Grèce dans la zone euro et le Premier ministre présentera les orientations de la France pour rechercher cet accord et en fixer les conditions et chacun devra se déterminer aussi et se déterminer sur cette méthode, sur cette démarche, pas encore sur l'accord. Ensuite, le Parlement français parce que je pense que c'est aussi nécessaire sera également saisi de l'accord qui aura été trouvé ou, s'il n'a pas été trouvé, des conséquences.

Journaliste : Dimanche, c'était un Sommet à 28. C'est donc pour précisément préparer la deuxième option si jamais on devait la préparer. Deuxième question : est-ce que l'Allemagne et est-ce qu'Angela MERKEL est prête à envisager ce bridge financing ce financement à court terme dont vous parlez ? Parce que Madame MERKEL vient de dire qu'il n'en était pas vraiment

question.

LE PRESIDENT : Alors, soyons là aussi le plus précis possible. L'instance qui est essentielle, c'est l'Eurogroupe, les ministres des Finances. Ensuite, dimanche, il y a un Conseil européen qui est convoqué. Ce Conseil européen peut être précédé c'est d'ailleurs, moi, ma position par un Conseil de la zone euro pour tirer les conséquences de ce qui se sera passé. Je ne préjuge pas. C'est une instance politique au plus haut niveau pour tirer les conclusions : soit de reprendre purement et simplement ce qu'aura décidé l'Eurogroupe et, à ce moment-là, de ratifier au sens de confirmer, soit pour envisager une autre option. Ce n'est pas ce que je souhaite mais cela doit être forcément pour aller dans le sens de la rapidité nécessaire.

Sur ce que vous appelez puisqu'ici, on fait un abus des mots anglais le bridge, c'est-à-dire un accord de court terme, cet accord de court terme n'est possible que dans un programme de moyen terme. Cet accord de court terme a des conditionnalités. Parce qu'il y a des conditionnalités, cela veut dire que ça doit s'inscrire dans un programme de moyen terme. On ne fait pas un programme de court terme pour attendre quoi ? Trois mois, six mois et se retrouver devant la même situation ?

Moi, je souhaite pour la Grèce, pour l'Europe qu'il y ait de la durée, qu'il y ait de la visibilité. C'est pour cela que j'ai demandé il y a déjà plusieurs semaines que l'accord soit global et qu'il porte sur tout : les réformes structurelles, l'amélioration des comptes publics, un certain nombre de mesures qui doivent être prises pour donner plus de croissance à la Grèce.

C'est pour cela qu'il y a aussi le plan d'investissement qui doit être prévu dans le cadre du Plan JUNCKER. Le Président de la Commission a déjà fait des propositions tout à fait intéressantes pour la Grèce. Puis il y a le reprofilage qui doit intervenir dans ce cadre-là.

C'est donc un accord global, c'est un accord durable, c'est un programme. Dans ce programme, il y a la dimension de court terme qui est indispensable pour sortir la Grèce de l'état dans lequel elle est et d'avoir à ce moment-là des financements nécessaires pour la période que nous connaissons.

Journaliste : Monsieur le Président. Vous venez de dire, nous sommes dans une période cruciale, au bout d'un processus, mais c'est toute l'Europe qui est dans une période cruciale et au bout d'un processus. Matteo RENZI, en arrivant tout à l'heure, a dit que l'Europe était en train d'être victime ou de mourir de ses propres procédures. Vous l'avez dit en arrivant, l'Europe ne peut pas être seulement financière, monétaire, économique. Est-ce que c'est le moment pour l'Europe de se poser les questions sur son fonctionnement ?

LE PRESIDENT : L'Europe à 28, c'est-à-dire en dehors même de la question de la zone euro.

Nous en avons parlé lorsqu'il s'est agi de traiter la question des réfugiés, c'est forcément avec des règles que nous connaissons, de consensus, pour prendre des décisions. Ce n'est pas la formule la plus facile, mais c'est l'Europe, ce n'est pas moi qui ai voulu que l'Europe soit à 28. C'est un processus qui s'est fait progressivement, et par étapes successives, c'est ainsi.

L'Europe de la zone euro, c'est 19 pays, et là aussi, il y a eu de nouveaux pays qui sont venus dans la zone euro, parce qu'ils remplissaient les conditions. Alors, qu'est-ce que moi, je veux pour l'Europe ? Je veux d'abord que les institutions soient respectées, les institutions, c'est la Commission européenne, c'est elle qui va d'ailleurs examiner les propositions de la Grèce, c'est elle qui a été chargée de la négociation tout au long de cette dernière période.

C'est aussi la Banque Centrale Européenne qui joue son rôle, c'est elle qui a fait en sorte qu'il n'y ait pas, pour la zone euro, de difficultés majeures. Malgré les incertitudes que nous connaissons, et encore aujourd'hui, elle joue pleinement cette fonction, en approvisionnant le marché en liquidités. Ensuite, l'Europe, c'est aussi une responsabilité des politiques éminentes, et c'est le rôle des chefs d'Etat et de gouvernement. C'est pour cela qu'il fallait qu'il y ait un Conseil de la zone euro.

Alors dans ces réunions, il y a c'est vrai le rapport entre la France et l'Allemagne. Je fais en sorte que, pour trouver des compromis, la France et l'Allemagne puissent se retrouver sur des positions communes, chaque fois que nous sommes sur l'essentiel, pour faire avancer l'Europe, en tout cas, pour ne pas la faire reculer en l'occurrence, pour la faire autant qu'il est possible

avancer.

Je fais en sorte, avec la chancelière, même s'il peut y avoir parfois des interprétations différentes, de nous retrouver, non pas pour empêcher les autres de décider, mais pour faire qu'il y ait, là, une capacité à entraîner, tout en laissant la liberté à tous les autres pays de dire leur mot, et c'est ce que nous avons encore fait ce soir. Il est très important que la France et l'Allemagne puissent à l'exemple d'hier soir se retrouver pour que nous puissions préparer le Conseil de la zone euro ce qui a été fait et poser les conditions d'un accord possible.

Maintenant, ce que je veux souligner à travers la question de la Grèce, c'est une conception de l'Europe. Il ne s'agit pas de faire qu'un pays qui ne respecte pas ses engagements puisse rester toujours dans la même zone monétaire. Une zone monétaire, c'est fondé sur des principes communs, des mécanismes qui doivent être respectés, donc c'est pour cela qu'il y a aujourd'hui cette question qui est posée.

Mais en même temps, nous savions, quand il y a eu la création de la zone euro, qu'il y avait des pays qui avaient des niveaux de développement différents, qui n'étaient pas préparés de la même manière, mais nous sommes dans le même ensemble. Alors, il s'agit d'appeler à la responsabilité, c'est ce que la Grèce doit faire, et son référendum ne la dispense pas de faire ce travail-là. Ce serait trop simple.

Certains évoqueraient leur Parlement. D'autres feraient des référendums pour ne pas appliquer les règles. Les règles doivent donc être appliquées. Mais en même temps, il faut qu'il y ait aussi la solidarité indispensable pour que ces règles puissent se mettre en place dans le temps. Pour la Grèce, convenons qu'il y a eu beaucoup de temps qui lui a été donné, mais aussi beaucoup d'efforts qui lui ont été demandés.

Je n'étais pas là quand il y a eu ces décisions, qui ont quand même exigé de la Grèce une austérité dont elle n'est pas sortie, voilà. Ce que je veux, à travers le règlement de la question de la Grèce dans la zone euro, c'est que nous puissions faire respecter les règles, parce que cela, c'est la condition d'une vie en commun, et en même temps, être capables de pouvoir donner une dimension politique à l'Europe, qui montre que nous sommes conscients des difficultés d'un peuple, que nous voulons le sortir de ses difficultés, mais que nous devons le faire avec un processus.

Journaliste : Monsieur le Président, vous avez dit tout à l'heure « pour que le programme à deux ans soit validé, il faudra évidemment des obligations, des réformes structurelles ». Est-ce que ce n'est pas justement à cela que les Grecs ont dit non, au travers du référendum de ce week-end, et comment est-ce que, dans ces cas-là, il est facile de revenir sur des mesures de réformes lourdes pour le pays alors qu'on s'est engagé à ne pas le pratiquer ? Par ailleurs, monsieur JUNCKER, il y a quelques minutes, a dit que le Grexit était sur la table, et pourquoi pas une monnaie parallèle. Est-ce que, effectivement, il y a aussi la possibilité du IOU, comme on dit, de cette monnaie parallèle flottante en Grèce ?

LE PRESIDENT : Après le vote grec, que s'est-il passé ? L'ensemble des partis démocratiques grecs se sont exprimés, se sont réunis, pour dire : avec le vote qui s'est produit, dimanche dernier, nous voulons réaffirmer notre volonté d'être dans la zone euro. Qu'est-ce que nous leur répondons ? Si vous voulez être dans la zone euro, il faut que vous fassiez des propositions qui soient crédibles et qui soient sérieuses et qui puissent s'inscrire dans un accord global et durable. Donc durable, deux ans, et global, prenant toutes les dimensions des réformes structurelles jusqu'au reprofilage de la dette, en passant par les investissements, le financement, et, bien sûr, des mesures budgétaires qu'il faut prendre.

Voilà, nous leur répondons. Les Grecs auraient pu dire « mais compte tenu de votre réponse, nous ne formulons aucune proposition, tant pis, mais ce n'est pas ce que le gouvernement grec a dit, et maintenant, on va voir ce qu'il fait », il a dit « mais je vais dès demain faire une demande d'aide, et m'inscrire dans une proposition de programme à moyen terme ». J'en prends acte. Après, ce sera à nous de vérifier si c'est compatible ou pas. Je souhaite que cela le soit, mais à eux de faire les propositions qui soient les plus en ligne avec les exigences que nous connaissons, et qui soient compatibles aussi avec les aspirations du peuple grec. Mais enfin, cela, c'est

justement l'équilibre qu'ils doivent trouver

justement l'équilibre qu'ils doivent trouver.

Ensuite, sur les autres options, finalement, il n'y en a qu'une autre option : c'est une sortie de la Grèce de la zone euro, avec sans doute un programme d'accompagnement. Ne pensons pas parce que ce serait trop simple que cela ne coûterait rien de garder la Grèce dans la zone euro, nous sommes déjà engagés, mais il ne doit pas y avoir d'argent supplémentaire. Il doit y avoir des moyens de financement supplémentaires, bon. Mais ne pensons pas non plus que cela ne nous coûterait rien que la Grèce sorte de la zone euro.

D'abord, il y aurait le problème justement des prêts que nous avons déjà accordés, des liquidités qui ont été apportées, et puis, des conséquences que cela aurait sur un certain nombre d'échanges. Il n'y a pas trois options, il n'y en a que deux : être dans la zone euro, si je puis dire, ou ne pas y être. Après, ou il y avait une monnaie, alors qu'on pourra dire parallèle, mais vous savez, il y a une vraie loi en économie qui s'appelle la loi de GRESHAM, paix à son âme, mais qui dit : la mauvaise monnaie chasse la bonne, c'est que généralement, même si vous avez plusieurs monnaies dans un pays, c'est la mauvaise monnaie qui s'impose, parce que l'autre, elle est thésaurisée, vous ne la faites pas circuler, vous la gardez pour vous quand elle est bonne. C'est pourquoi je pense que l'intérêt de la Grèce, c'est d'éviter cette situation, c'est sa responsabilité d'y répondre. Je pense que pour l'Europe, ne pas imaginer qu'il n'y aurait pas de conséquences à la sortie de la Grèce de la zone euro, c'est pour cela que la France défend ses intérêts aussi en faisant en sorte que ce soit l'option de l'accord qui l'emporte. Si ce n'était pas l'option de l'accord, il y aurait sans doute des mesures à prendre, et vous les connaissez : les aides humanitaires, etc.

Je me mets dans la première hypothèse, et je ne peux pas exclure l'autre hypothèse. Ce que je peux vous dire, c'est que ce sera forcément à la fin de la semaine que la décision sera prise. Sur la position de la France, on dit : elle cherche toujours l'accord, le compromis, la France, elle l'a toujours fait, c'est sa place dans l'Europe, c'est sa place historique dans l'Europe, de faire en sorte que nous puissions vivre ensemble avec des règles, et chercher les compromis qui sont honorables, et ne pas être dans les positions ultimes.

Quand nous sommes dans les positions ultimes, nous flattons qui ? Les populistes, ceux qui veulent écouter leur opinion publique ou qui croient la comprendre, alors, il ne faut pas prendre de réfugiés, parce que, quand on interroge par référendum, j'imagine, sur l'accueil des réfugiés, on n'obtient pas forcément une majorité. Nous pouvons aussi considérer que nous n'avons pas à donner plus que ce qu'on reçoit dans l'Europe, vous savez, c'était une thèse qui circulait, nous devons donner à l'Europe ce que nous recevons. A ce moment-là, nous ne sommes plus dans l'Europe. Ce n'est pas cela l'Europe.

La France, je le rappelle, est contributeur net. Cela veut dire qu'elle donne plus qu'elle ne reçoit, et parce que nous sommes un grand pays, parce que nous avons aussi la vocation de peser dans l'Europe, et que l'Europe nous aide à être capables d'être entendus au-delà de nous-mêmes et parce que nous avons voulu faire un continent qui ait une capacité politique, et c'est pareil pour les mesures qui sont liées à la sauvegarde de la zone euro.

C'est toujours facile de dire que c'est les autres qui coûtent cher, et puis à un moment, on vient vous voir, en disant : c'est vous qui coûte cher. Voilà, la France a toujours cherché à faire avancer l'Europe, j'allais dire, du début de la construction jusqu'à aujourd'hui, et je ne vais pas, pour ce qui me concerne, ne pas être conforme à cette histoire, et à la place de la France, j'allais dire, presque à sa dignité.

Journaliste : Monsieur le Président, bonsoir. Vous avez évoqué la relation franco-allemande, qui nous semble un petit peu en panne d'idées en ce moment. Alors, est-ce que, à la lumière de cette crise inachevée, qui dure maintenant depuis 2010, où on a l'impression finalement que les dirigeants européens, tous les dirigeants européens pilotent à vue, est-ce que vous allez faire des propositions franco-allemandes pour parachever cette zone euro ? Il y a des tas d'idées sur la table, un Parlement de la zone euro, un Trésor commun, bref, est-ce qu'on va quitter une position défensive pour proposer quelque chose ?

LE PRÉSIDENT : Comme vous dites, rapport franco-allemand, le couple franco-allemand, le moteur franco-allemand, il a fait avancer l'Europe depuis trois ans. Où étions-nous, il y a trois ans

? Déjà, il y avait la question de la Grèce qui était posée, il y avait les spéculations sur les pays qu'on appelait de la périphérie, et puis, il y avait des établissements bancaires qui étaient en très grande difficulté. Où en sommes-nous aujourd'hui ? L'union bancaire, elle est faite. Où en sommes-nous aujourd'hui ? La Banque Centrale Européenne a pu grâce à des mesures que nous avons pu préparer prendre ses décisions en toute indépendance, fournir l'Europe en liquidités. Il y a eu un plan pour la croissance. Deux plans : un premier dès 2012, et un second avec le plan JUNCKER. Nous avons été à l'initiative aussi le rapport franco-allemand sur l'Ukraine, et je ne vais pas ici égrener, cela a toujours été pour faire avancer, pas pour prendre des mesures défensives. De même sur l'affaire grecque, j'ai passé combien de soirées, encore tout à l'heure, avec la chancelière et le Premier ministre TSIPRAS, pour essayer de faire aboutir une solution. Personne ne pourra pas dire que les Allemands et les Français n'ont pas agi.

Pour répondre directement à votre question, oui. De toute manière, quelle que soit la décision qui sera prise, et je vous ai dit quelle était mon option, ma préférence, ma volonté, ma recherche d'un accord il faudra renforcer encore l'union économique et monétaire. Il faudra aller plus loin sur le gouvernement économique de la zone euro. Il faudra aller plus loin sur des règles pour faire harmoniser notre fiscalité, faire harmoniser aussi nos politiques économiques.

J'ai toujours dit : nous devons le faire avec la zone euro, et peut-être même dans la zone euro, avec les pays qui le voudront s'ils veulent avancer encore davantage. Oui, il y aura des décisions qui seront prises après dimanche pour faire avancer la zone euro, et pour la renforcer. Si la Grèce est là, ce sera mieux, si la Grèce n'était pas là, à cause de responsabilités qui n'auraient pas été prises, alors, il faudrait le faire encore avec davantage d'intensité.

Merci.